



Services publics, formation,
financement, planification :
pour une autre logique
politique et économique

Alec Desbordes

L'enseignement à la hauteur des défis industriels et scientifiques

Une classe travailleuse éduquée et formée :

- **Un investissement sans précédent dans l'Éducation nationale**
- **La réduction du nombre d'élève par classe**
- **L'école obligatoire jusqu'à 18 ans**
- **Développement de filières pour les nouveaux métiers**
- **Création de nouveaux sites de formation dans une logique de réaménagement du territoire**

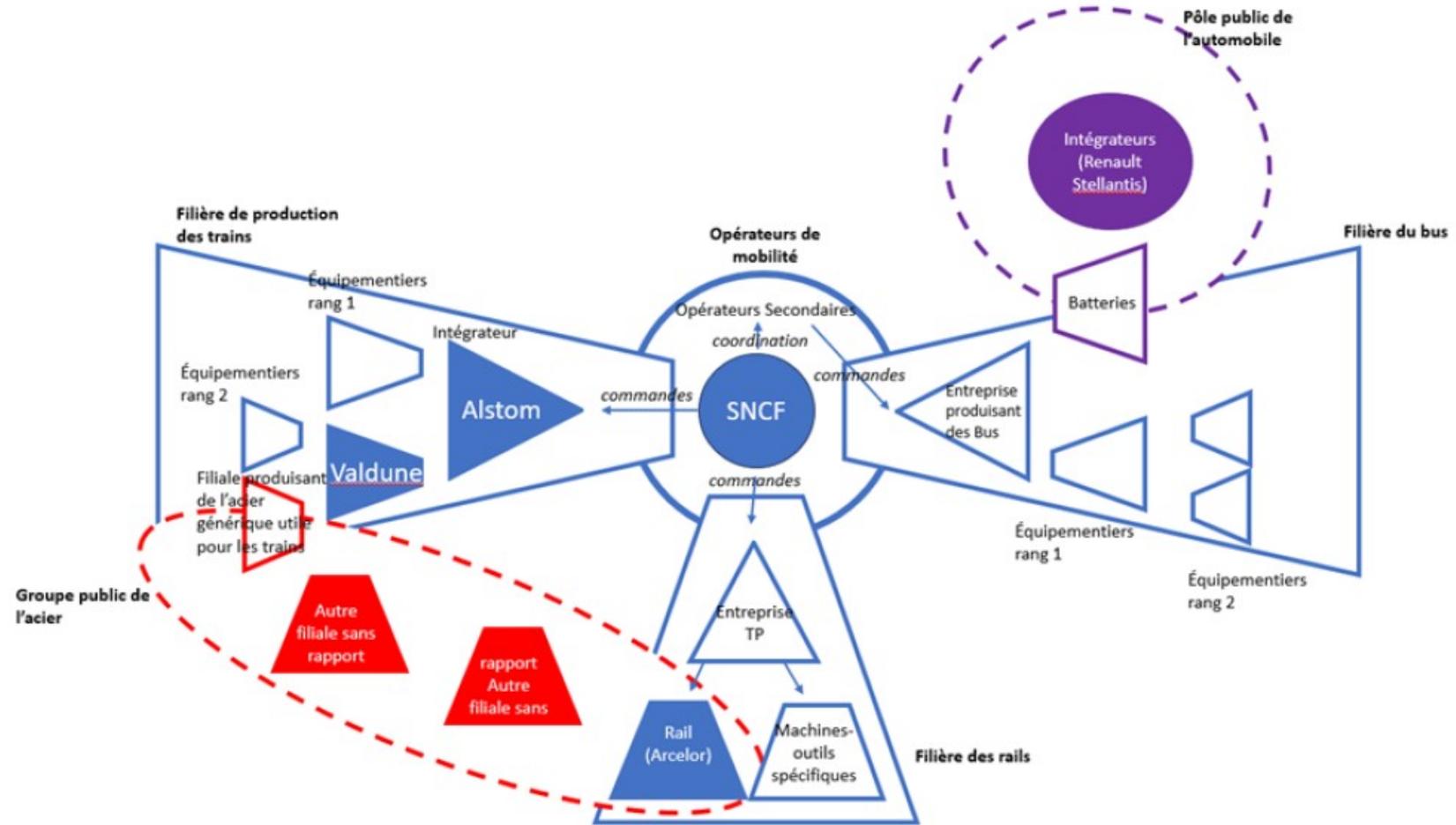
Le pôle public au cœur d'une planification qui répond aux besoins sociaux

Objectif :

répondre à des besoins de services et non produire des biens.

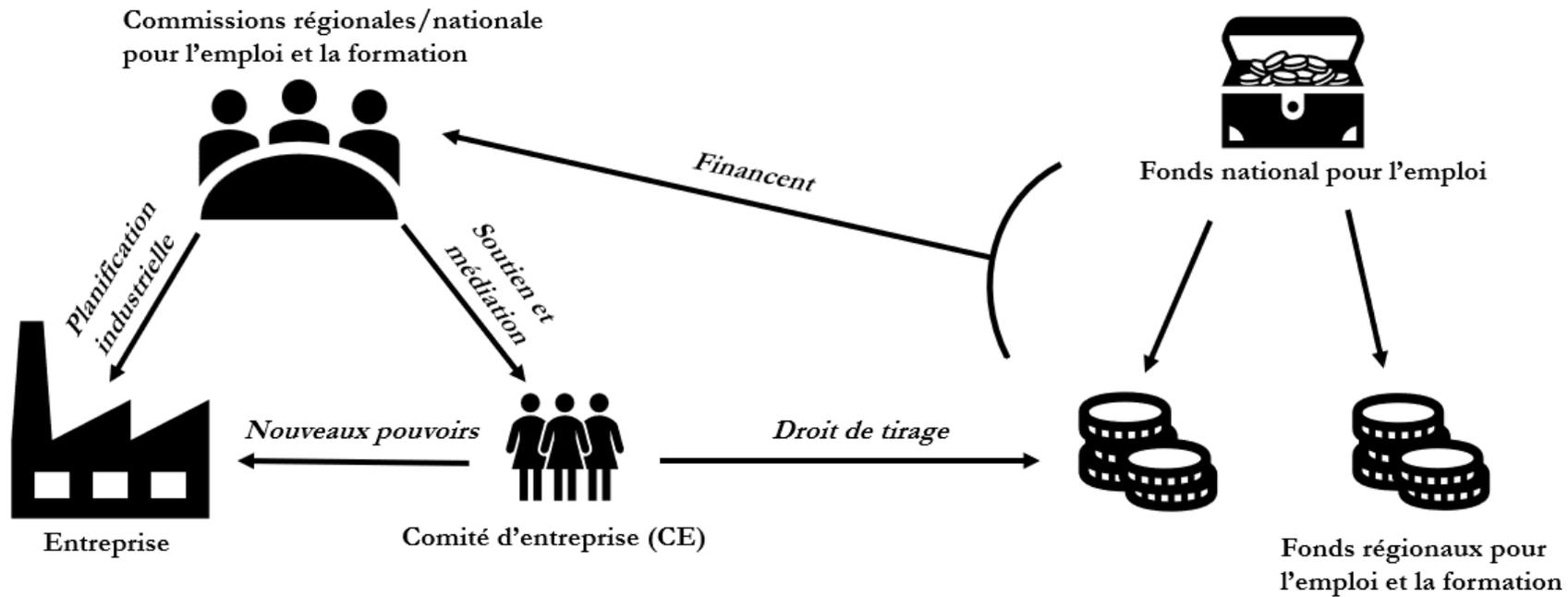
Principe :

organiser les filières autour d'un opérateur de service public grâce à la commande publique.



La planification, des services publics démocratisés et de nouveaux pouvoirs

La nouvelle planification économique



Sécuriser l'emploi et la formation

Au cœur du plan climat : une sécurisation de l'emploi et de la formation émancipatrice

Objectif : dépassement du marché du travail et disparition du chômage

Principes :

- Chacun/chacune est en emploi ou en formation **sans perte de revenu** ;
- Chaque personne formée est assurée de **retrouver un emploi choisi** sans perte de revenu car **les formations correspondent à des emplois nouveaux** créés par les investissements en cours ou planifiés.

Trois ensembles d'institutions nouvelles :

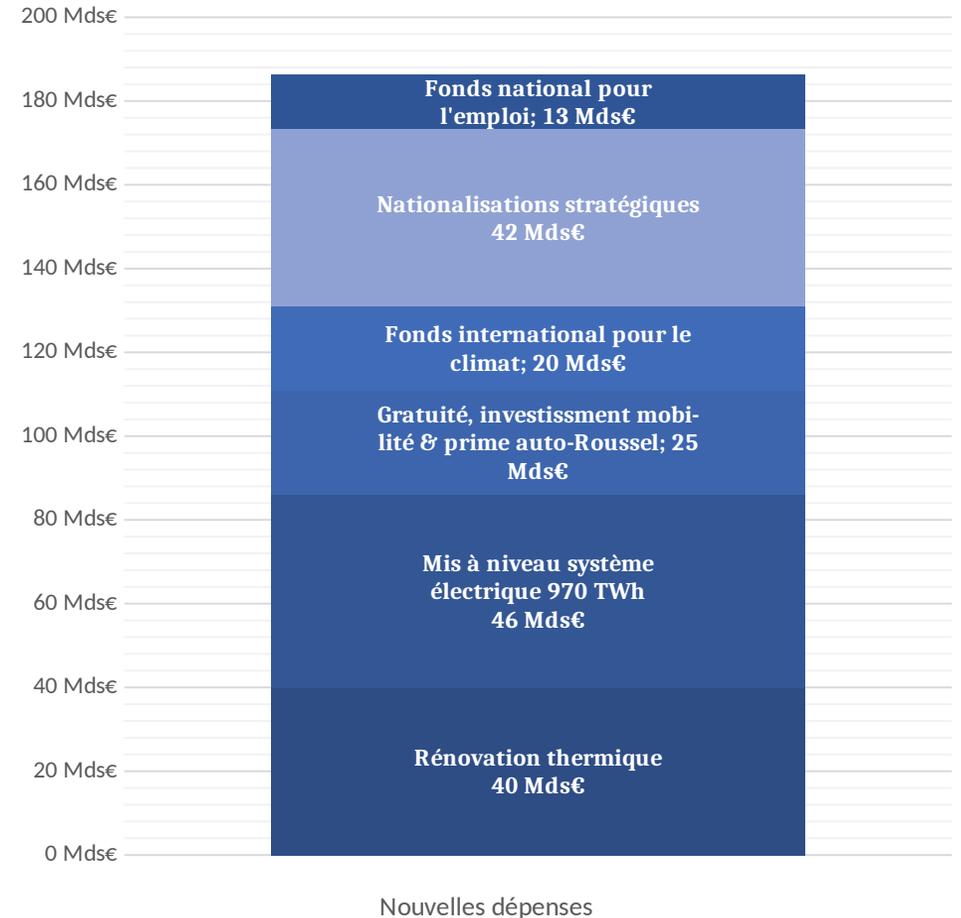
1. **Une caisse de sécurité sociale** fondée sur la cotisation pour assurer le maintien de la rémunération dans les transitions (choisies ou subies) ;
2. Des **conférences régionales** pour l'emploi et la formation et de nouveaux pouvoirs des CE (droit de tirage) pour développer des investissements et donc des emplois (auxquels correspondent les formations) ;
3. Un **pôle public du crédit** autour de banques nationalisées et de fonds d'investissement financés par la création monétaire (BCE) et distribuant le crédit selon de nouveaux critères de gestion.

De nouvelles dépenses importantes pour la transition climatique

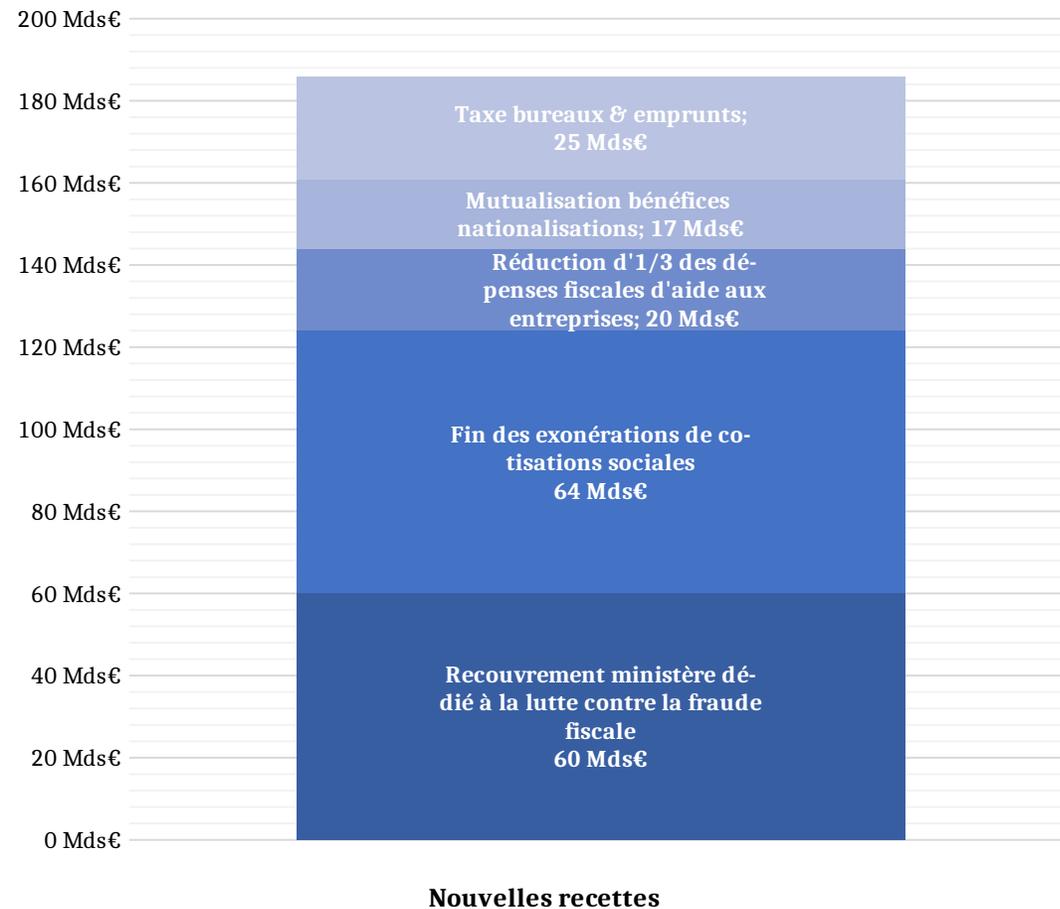
Le graphique ci-contre rassemble l'ensemble des dépenses que la puissance publique au sens large devra engendrer :

Les investissements publics, les aides aux ménages, les grands travaux d'entreprises publiques, et l'abondement des fonds public...

C'est presque 8 % du PIB qu'il nous faudra investir annuellement **au plus fort** du plan Climat.



De nouveaux financements pérennes...



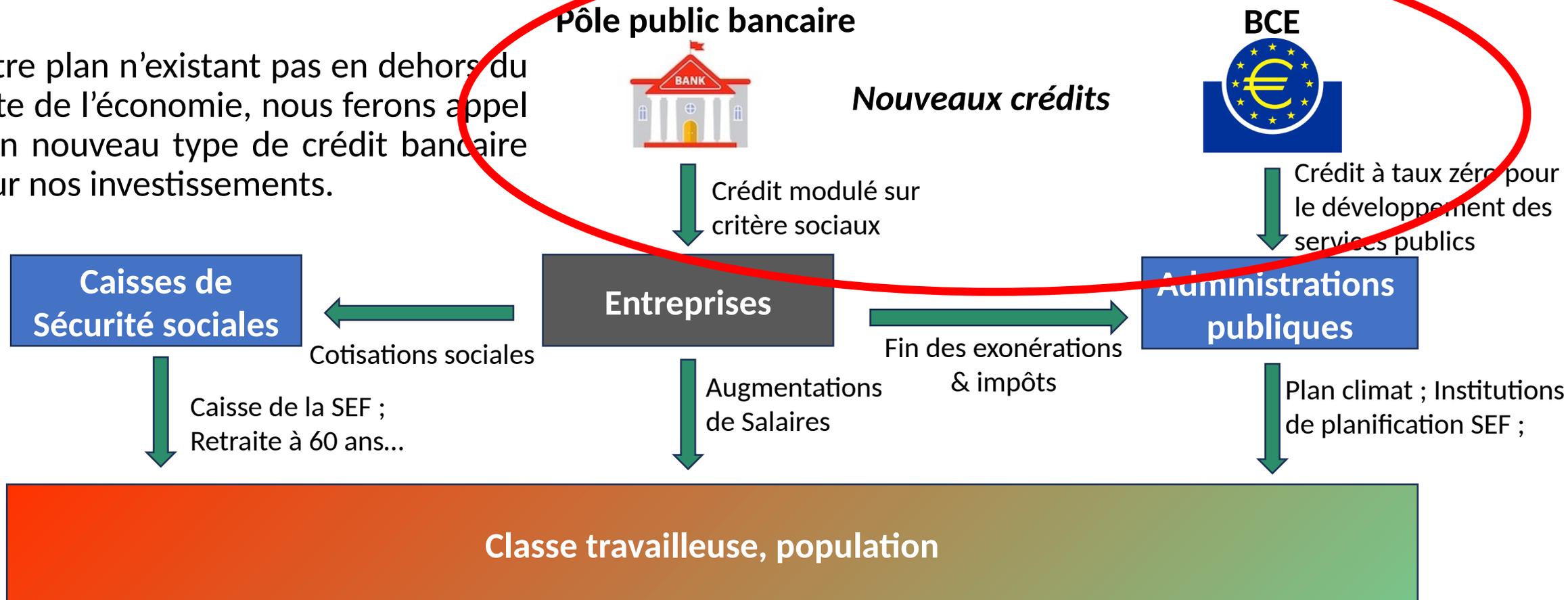
Les ressources existent si on s'attaque aux exonérations et à la fraude... et que l'on socialise la plus-value !

Les nouveaux critères de financement du pôle public du crédit et des fonds d'investissement permettront aux entreprises de se développer...

à condition d'une modification de leur gestion selon des critères d'emploi, de formation et de salaire reposant sur de nouveaux pouvoirs des salariés.

... et un levier pour tirer sur le crédit

Notre plan n'existant pas en dehors du reste de l'économie, nous ferons appel à un nouveau type de crédit bancaire pour nos investissements.

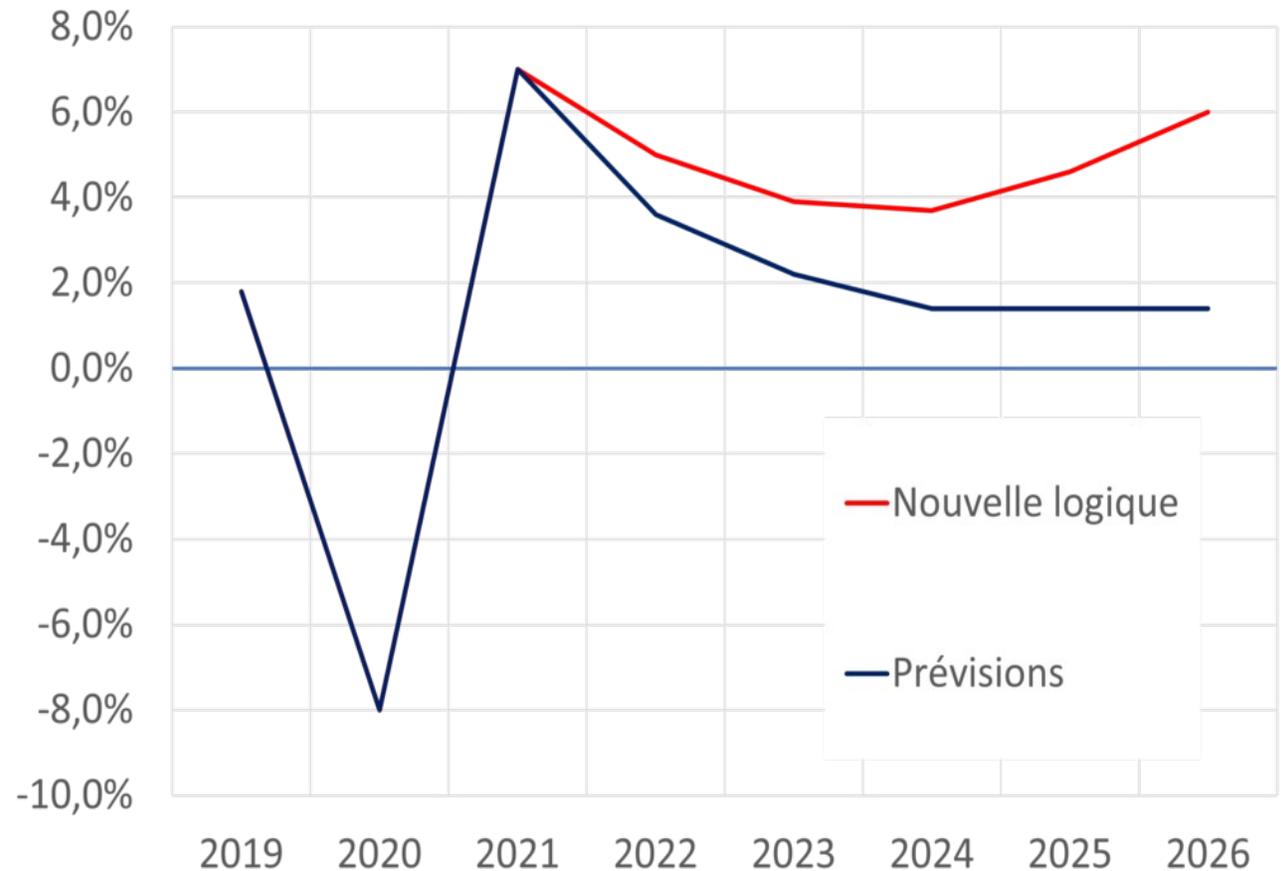


Un nouveau type de croissance

Nouvelles logiques économiques,
qui économiseront sur le coût du
capital tout en développant les
forces productives...



Un nouveau type de croissance
plus dynamique.



Un cercle vertueux pour une nouvelle logique économique et politique

Cette nouvelle croissance permettra à la puissance publique d'accéder à de nouveaux moyens pour pérenniser la transition climatique d'une part et le nouveau modèle économique d'autre part.

Le développement des capacités humaines de chacune et de chacun devient la condition du développement des capacités humaines de toutes et tous.

